

Algérie a totalement changé»

Elle m'avait vraiment touché. J'ai demandé au procureur de Boukadir de signer l'acte de décès. J'avais également demandé au directeur de l'hôpital de l'employer, il était réticent à prendre la femme d'un terroriste. Je lui ai dit qu'il fallait l'employer aux cuisines, au réfectoire en échange de nourriture pour ses enfants. Cet exemple m'avait marqué et heureusement, car je m'étais rendu compte (j'étais à Chlef) que ce n'est pas toute la population qui était terroriste.

Dès ce moment, j'avais posé le problème, j'en avais même parlé à M^{me} Leila Aslaoui, de savoir qui allait s'occuper des familles des terroristes. Les pères mères, épouses n'ont aucune responsabilité dans les actes de leur fils ou père. On ne pouvait pas les rejeter comme cela pour éviter de revivre ce qui s'est passé après l'indépendance entre harkis et moudjahidine. C'est un souvenir vivace. Je n'ai pas retenu ce qui s'est passé du côté des massacres, je n'ai pas gardé d'images... car j'avais une perception technique de l'événement. D'autres militaires n'en dormaient plus, je connais des personnes, des amis même, qui n'ont pas dormi durant des années, qui souffraient de cauchemars...

Personnellement, j'ai toujours refusé de «regarder» les massacres, les victimes, d'un côté humain. J'essayais de ne pas fixer les corps. J'établissais un décompte pour faire mon rapport... je faisais mon travail, c'est tout.

Tous ces soldats confrontés continuellement à des images atroces, des situations violentes, ont-ils bénéficié d'une prise en charge psychologique ?

Malheureusement non. Au niveau de l'armée, il n'y a pas eu de prise en charge psychologique. Au niveau de la police, le problème a été pris en charge. Le défunt Tounsi avait compris le problème et intégré des psychologues dans toutes les wilayas.

Lorsqu'une mosquée commence à être infiltrée par des éléments louches qui tentent de renverser l'imam ou travailler les gens, il y a également intervention. Ceci n'existait pas dans les années 90. Ce maillage sécuritaire total de toute l'Algérie est d'une importance capitale.

Enormément de policiers qui avaient travaillé avec moi ont fait des dépressions.

Des personnes avec lesquelles j'ai travaillé dans les années 96 et que je connais très bien sont passées par l'hôpital psychiatrique. Même la population (temps d'arrêt), là c'est le grand «massacre»... Un jour j'ai assisté à une scène terrible à El-Abadia (Chlef). Une femme avait été assassinée devant son mari et ses neuf enfants par son cousin et deux autres terroristes. Elle avait été tuée dans la chambre à coups de hache. Les cris ont alerté les voisins. L'attaque avait été perpétrée dans une zone très difficile. Lorsque nous sommes arrivés, la femme avait été pratiquement découpée. Son mari, un homme très grand de taille, et les neuf enfants étaient dans un coin de la chambre...

Ce qui m'a tout de suite frappé, c'est l'exiguïté des lieux. J'ai demandé aux soldats de prendre les enfants pour qu'ils ne marchent pas dans le sang de leur mère. C'était un cousin à elle. Durant longtemps, j'essayais d'imaginer ce qui allait arriver à ces enfants. La plus grande avait dix ans. Je me demandais comment ils allaient vivre avec le souvenir de leur mère se débattre sous des coups de hache. Les enfants ont été confiés aux parents. Le père a fait sa déposition à la brigade de gendarmerie et plus personne ne s'est intéressé à lui, ensuite. Ni à lui ni aux enfants. L'absence de prise en charge psychologique de cette catégorie de personnes est un gros problème.

Vous avez, à un certain moment, déclaré que l'Etat algérien n'avait pas mis en place les moyens appropriés pour com-

battre le terrorisme durant cette époque. De quoi vouliez-vous parler ?

L'Etat était carrément inexistant durant les années 90. A cette époque, je me souviens être allé au Zaccar, lorsque les citoyens nous ont vus arriver, ils se sont mis à crier : «les Français sont là»... Ils étaient coupés du reste du monde. Sur place, je me suis aperçu qu'il n'y avait même pas d'école. Il y avait exactement deux classes, transfor-

Des personnes avec lesquelles j'ai travaillé dans les années 96 et que je connais très bien sont passées par l'hôpital psychiatrique. Même la population (temps d'arrêt), là c'est le grand «massacre»...

mées en écuries d'ailleurs, car les gens avaient peur d'enseigner. Je suis intervenu auprès de l'ancien wali de la région pour trouver des instituteurs mais personne ne voulait prendre ce risque.

J'ai trouvé alors des jeunes filles qui avaient un certain niveau (BEM), nous leur avons offert un salaire de fortune (le filet social) et promis de les armer, elles et leur famille. Elles ont finalement accepté, et c'est ainsi que nous avons pu redonner un peu vie à ce village. Peu de temps après, nous sommes passés à une autre région. Il fallait tout faire pour éviter que toutes ces zones reculées se vident. Ailleurs, nous avons installé des tentes militaires pour faire office d'école, les gens n'avaient pas de quoi se nourrir, ils venaient chaque soir avec leur gamelle partager la nourriture des soldats.

Même l'eau leur était fournie. J'ai dû intervenir à maintes reprises pour mettre en place un minimum de vie dans les villages les plus reculés car nous n'avions pas intérêt à ce que ces zones se vident et laissent le terrain libre aux groupes terroristes.

Dans certains endroits, nous avons réussi à maintenir la population en offrant à chaque famille 100 poussins pour l'élevage. Pour d'autres, c'était des abeilles. Ces personnes avaient tout perdu, vous comprenez. Nous étions dans une situation exceptionnelle et l'Etat n'avait pas pris de mesures exceptionnelles. L'Etat était absent. Oui je l'ai dit, le terrorisme a été vaincu par voie sécuritaire et grâce à tous les moyens que nous avions mis en place pour le combattre.

Prenez la garde communale, je suis totalement contre sa dissolution. C'est une structure qui a mené un travail de renseignement surtout extraordinaire. Remplacez-vous dans le contexte. Grâce à eux, nous savions tout ce qui se passait. Ce qu'il faut savoir, c'est que beaucoup d'éléments de la garde communale étaient des repentis. Dans ce cadre, la loi sur la repentance a été très bénéfique. Ces personnes que j'ai enrôlées dans la garde communale, je me suis battu contre les moudjahidine qui ont fini par comprendre d'ailleurs, venaient avec un avocat. Ils demandaient à ce que leur famille soit réunie et mise à l'abri. Père, mère, enfants arrivaient, on les mettait dans un lieu sûr. En échange, l'ancien terroriste, puisqu'il venait de se repentir, nous ramenait des armes, des renseignements. On n'en avait rien à faire de ceux qui ne nous ramenaient pas d'armes. Ils se sont avérés être des éléments très bénéfiques de la garde communale. Toutes les personnes qui se sont engagées dans la garde communale l'ont fait pour défendre leur vie, celle de leur village... Ils connaissaient tout le monde et nous informait de tout ce qui se passait durant cette

guerre qui a aussi parfois été une guerre d'argent dans certains cas. Je suis contre sa suppression.

Que voulez-vous dire par une guerre d'argent ?

Prenez l'exemple de ce qui s'est passé à Raïs. Tous les morts qu'il y a eu sont des membres de familles de groupes terroristes. A l'époque, le chef terroriste Djebaïli avait distri-

bué de l'argent à toutes ces personnes qui ont investi notamment dans le transport, les fameux minibus qui apparaissaient un peu partout. Après sa mort, Zouabri a nommé le fameux «Japonais» et lui a demandé de récupérer l'argent qui avait été prêté aux familles. Ces dernières ont refusé, une expédition punitive avait été menée.

Nous avons d'ailleurs retrouvé le registre qui comportait le nom de toutes les personnes concernées et ce sont elles qui ont été tuées. C'était incroyable. Les maisons ciblées étaient espacées par des maisons de citoyens non concernés et je vous assure que ceux-ci n'ont pas été touchés. Cela vaut aussi pour Bentalha. Toutes les victimes sans exception étaient des familles de l'AIS qui avaient fui la zone de Médéa. Là aussi une expédition punitive avait été menée. On leur reprochait d'avoir fui la zone.

Sur un autre volet cette fois, quelle lecture faites-vous de la restructuration du DRS ?

Si nous faisons abstraction des problèmes de personnes, cette restructuration était attendue depuis longtemps. L'armée cherchait à se professionnaliser et on avait établi le dossier de professionnalisation. Les services de sécurité devaient changer. L'armée ne devait garder que les services proprement militaires. Les autres services greffés à l'armée, espionnage, contre-espionnage, devaient être dissociés pour qu'on arrête de nous coller tous les problèmes de l'Algérie. Pour tous, l'armée était synonyme de pouvoir, c'est pour cette raison qu'à l'époque, nous disions qu'il ne fallait pas confondre entre l'armée et le DRS.

Le DRS ne travaillait pas uniquement pour l'armée, mais pour l'Etat. Depuis les premiers présidents Boumediène, Chadli, la situation était la même, il y a juste une petite période, lors du passage de Khaled Nezzar à la tête de la défense, durant laquelle le contre-espionnage avait été rattaché au ministère de l'Intérieur, mais ils sont revenus immédiatement après sur cette décision. De mon point de vue, ce changement est tout à fait normal, il aurait au contraire dû intervenir il y a bien longtemps.

C'est pour cela que je dis et je confirme que la situation sécuritaire en Algérie a totalement changé. D'autre part, je pense que l'Algérie est l'un des seuls pays africains à avoir un dispositif sécuritaire aussi fort.

Ces changements sont intervenus dans des conditions opaques qui ont ouvert la porte à beaucoup d'interprétations, de commentaires...

C'est une pratique algérienne. On a vu des responsables de l'Etat algérien être assignés à résidence ou mis en prison. Vous prenez un Ferhat Abbas, qui a représenté le premier gouvernement de l'Algérie, a été mis en prison par le premier et le deuxième Présidents. Comment voulez-vous que cela change aujourd'hui. C'est une pratique politique strictement algérienne qui fait que les

gens ne peuvent pas s'attendre à une reconnaissance de l'Etat. L'homme qui été mis à la porte dans le cadre de cette restructuration, et quoi que l'on puisse dire à son sujet, a œuvré au maintien de la République algérienne.

Pour des raisons politiques, il a été mis à la porte mais il n'en demeure pas moins qu'il a travaillé pour son pays. Beaucoup de personnes ont été assignées à résidence ou mises en prison après l'indépendance. Je ne vois pas pourquoi l'ancien responsable du DRS pourrait vivre une situation autre que celle qu'ont vécue ses prédécesseurs. C'est une suite logique. Dans l'armée, on essaye de faire cela, de ne pas mettre à la porte mais d'honorer, même symboliquement, avec un petit cadeau.

Que va apporter cette restructuration selon vous ?

Plus d'efficacité pour ses services. Que ce soit vrai ou pas, nous avons vécu un antagonisme à la tête de l'Etat et ses services. Ils étaient en quelque sorte bridés. Mais leur retour à leur place naturelle va leur permettre de travailler normalement. On attend qu'ils puissent être encore plus efficaces.

Que pensez-vous de cette volonté mise en place d'un Etat civil sur fond de crise économique ?

Nous avons des moyens extraordinaires pour surmonter cette crise. Nous sommes loin de Monsieur 26 milliards qui a détruit tous les tissus sociaux. Aujourd'hui, nous avons des atouts. Cette chute du pétrole et des gaz est même un bienfait, elle permettra de se tourner vers la production. On disait que nous n'étions plus un pays car nous n'arrivions pas à produire ce que l'on mangeait, nos vêtements. Une importance va être donnée à la production.

La situation politique, nous la vivons depuis l'indépendance, rien n'a changé, quel que soit le Président qui soit passé, la population n'a jamais été intégrée à la prise de décision, jusqu'à présent. Le fait de passer par le Parlement pour prendre des décisions importantes et l'actuelle Constitution n'est pas une nouveauté.

Ce qui est nouveau, c'est l'existence d'une opposition. Il faut qu'ils se renforcent, travaillent la société civile. Dire à présent que nous allons passer à une république civile, je n'y crois pas tant qu'il n'y a pas d'organisation civile. Seule la presse, écrite et audiovisuelle, contribue actuellement à l'émergence d'une société civile. Les télévisions privées font un travail remarquable en poussant les autorités à régler les problèmes.

L'armée n'a jamais été concernée par des prises de décision politique même pendant la période du parti unique. Je suis désolé, mais l'armée n'a pas fait les présidents. Souvenez-vous, Boumediène avait vidé l'armée de ses hommes, comme il se disait à l'époque. Souvenez-vous des Bouzeghoub... Chadli avait fait la même chose.

Et c'est ce que fait l'actuel Président.